



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations avec les collectivités locales,
Bureau de l'environnement**

Affaire suivie par : CA
Téléphone : 04 67 61 61 61
Mél : pref-collectivites-locales@herault.gouv.fr

Montpellier, le 19 JAN. 2021

Installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2021-I-060
modifiant l'arrêté préfectoral n°2019-I-1390 de mise en demeure de
régularisation administrative de l'exploitation du parc éolien
« Bernagues » à Lunas**

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU la LOI n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le permis de construire n° PC03414403B0035 en date du 24 avril 2013 accordé à la société Energie Renouvelable du Languedoc (ERL) pour le parc éolien « Bernagues » équipée de 7 aérogénérateurs sis lieu dit « Bernagues » sur le territoire de la commune de Lunas ;

VU la déclaration d'antériorité rédigée par la Société ERL le 20 juillet 2012, conformément aux dispositions des articles L513-1 et R513-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014-I-1277 de prescriptions complémentaires du 18 juillet 2014 ;

VU la décision de la cour d'appel de Marseille N° 17MA00670 lue en audience publique du 12 juillet 2019 relative à l'annulation de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 18 juillet 2014, à la suspension d'activité et à la régularisation administrative du site ;

VU les observations présentées par l'exploitant en date du 13 septembre 2019 et par lequel il fait part de son souhait de régulariser la situation administrative du parc pour en reprendre l'exploitation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-849 en date du 21 juillet 2019 mettant en demeure la société ERL de régulariser la situation administrative du parc éolien « Bernagues », en déposant, avant le 31 décembre 2020, un dossier de demande d'autorisation environnementale, complet et recevable conformément aux articles R 181-13 et suivant du code de l'environnement ;

VU Le courrier de la société ERL en date du 2 octobre 2020 sollicitant un report de délai de six mois pour le dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L122-1 du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation environnementale doit comprendre une étude d'impact définissant notamment l'état initial, basée sur des inventaires concernant les milieux naturels, afin de fixer les mesures à la charge du pétitionnaire destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant précise dans son courrier du 2 octobre 2020 que les inventaires concernant les milieux naturels prévus dans l'étude d'impact, réalisé en mars et avril 2020, ont été menés, durant la période de confinement généralisé lié à l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie. Ils doivent donc être confirmés et complétés par de nouvelles sorties environnementales prévus en mars et avril 2021 ;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL);

ARRÊTE :

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019-I-1390 du 28 octobre 2019 est modifié comme suit :

La société Énergie Renouvelable du Languedoc (ERL) dont le siège social est situé 188 rue Maurice Béjart, CS 57 392, 34 184 Montpellier Cedex 4, exploitant le parc éolien sis lieu dit « Bernagues » sur le territoire de la commune de Lunas, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative, en déposant, **avant le 30 juin 2021**, un dossier de demande d'autorisation environnementale, complet et recevable conformément aux articles R 181-13 et suivant du code de l'environnement.

Article 2 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Lunas et pourra y être consultée. L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ,

le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie,

le Maire de la commune de Lunas

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe


Emmanuelle DARMON

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault - 34 place des Martyrs de la Résistance - 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur - Place Beauvau - 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant la Cour administrative d'appel de Marseille dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification ou sa publication, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. La Cour administrative d'appel peut également être saisie par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr